

La baisse des prix du pétrole renverse l'échiquier géopolitique

par Thierry Meyssan

La baisse des prix du pétrole a démenti la théorie du « pic de Hubbert ». Il ne devrait pas y avoir de pénurie énergétique dans le siècle à venir. La baisse des prix a probablement aussi commencé le démantèlement de la théorie de « l'origine humaine du réchauffement climatique ». Elle a privé de toute rentabilité les sources d'énergie alternatives et les investissements dans les hydrocarbures de schistes et les forages en eaux profondes. Renversant l'échiquier géo-politique, elle est susceptible de rappeler les militaires US au Proche-Orient et de contraindre le Pentagone à abandonner définitivement la théorie du « chaos constructeur ».

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 13 JUIN 2016

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL فارسی PORTUGUÊS РУССКИЙ NEDERLANDS TÜRKÇE



L'année dernière, les patrons des plus grandes compagnies pétrolières du monde occidental plaidaient pour une réduction de l'émission de CO2. Ils espéraient encore obtenir des aides publiques pour développer des sources d'énergie alternatives au pétrole. Mais aujourd'hui le prix du pétrole prive ces investissements de rentabilité.

En deux ans, le marché mondial des sources d'énergie a été bouleversé. D'abord, l'offre et la demande ont considérablement changé, puis les flux commerciaux, enfin les prix qui se sont écroulés. Ces changements radicaux remettent en cause tous les principes de la géo-politique du pétrole.

Le mythe de la pénurie

Le ralentissement de l'économie des pays occidentaux et celui de certains pays émergents s'est traduit par une baisse de la demande, tandis que la croissance continue en Asie l'a, au contraire, augmentée. En définitive, la demande globale poursuit son lent développement. Côté offre, non seulement aucun État producteur n'a vu ses capacités s'effondrer, mais certains ont pu l'augmenter comme la Chine, qui amasse désormais d'importantes réserves stratégiques. De sorte qu'au total, le marché est très excédentaire.

Ce premier constat contredit ce qui était la doxa des milieux scientifiques et professionnels durant les années 2000 : la production mondiale s'approchait de son pic, le monde allait connaître une période de pénurie au cours de laquelle certains États allaient s'effondrer et des guerres de ressources éclater. Dès son retour à la Maison-Blanche, en janvier 2001, le vice-président Dick Cheney avait formé un groupe de travail sur le développement de la politique nationale de l'énergie (*National Energy Policy Development* — NEPD), qualifié de « société secrète » par le *Washington Post* [1]. Dans une ambiance ultra-sécurisée, les conseillers de la présidence auditionnèrent les patrons des grandes entreprises du secteur, les scientifiques les plus reconnus, et les patrons des services de Renseignement. Ils arrivèrent à la conclusion que le temps pressait et que le Pentagone devait garantir la survie de l'économie états-unienne en s'emparant sans attendre des ressources du « Moyen-Orient élargi ». On ignore qui participa exactement à ce groupe de travail, sur quelles données il travailla, et les étapes de sa réflexion. Tous ses documents internes ont été détruits afin que nul ne connaisse les statistiques auxquelles il avait eu accès.

C'est ce groupe qui conseilla de mener des guerres contre l'Afghanistan,

l'Iran l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan ; un programme qui fut officiellement adopté par le président George W. Bush lors d'une réunion, le 15 septembre 2001, à Camp David.

Je me souviens d'avoir rencontré à Lisbonne, lors d'un congrès de l'AFPO, le secrétaire général du groupe de travail de la Maison-Blanche. Il avait présenté un exposé sur l'étude des réserves annoncées, l'imminence du « pic de Hubbert » et les mesures à prendre pour limiter la consommation d'énergie aux USA. J'avais alors été convaincu —à tort— par son raisonnement et son assurance.

Nous avons constaté avec le temps que cette analyse est complètement fausse et que les cinq premières guerres (contre l'Afghanistan, l'Irak, le Liban, la Libye et la Syrie) ont été de ce point de vue inutiles, même si ce programme se poursuit aujourd'hui. Cette énorme erreur de prospective ne doit pas nous surprendre. Elle est la conséquence de la « pensée de groupe ». Progressivement une idée s'impose au sein d'un groupe que nul n'ose remettre en question au risque de se voir exclure du « cercle de la raison ». C'est la « pensée unique ». Dans ce cas, les conseillers de la Maison-Blanche sont partis et sont restés dans la théorie malthusienne qui domina la culture anglicane du XIXe siècle. Selon elle, la population augmente à un rythme exponentiel, tandis que les ressources ne le font qu'à un rythme arithmétique. À terme, il ne peut pas y avoir de ressources pour tous.

Thomas Malthus entendait s'opposer à la théorie d'Adam Smith selon laquelle, lorsqu'il est libre de toute réglementation, le marché se régule de lui-même. En réalité, le pasteur Malthus trouvait dans sa théorie —non démontrée— la justification de son refus de subvenir aux besoins des innombrables pauvres de sa paroisse. À quoi bon nourrir ces gens si, demain, leurs nombreux enfants mourront de faim ? Le gouvernement de George W. Bush était alors largement WASP et comprenait de nombreuses personnes issues de l'industrie pétrolière, à commencer par le vice-président Cheney, ancien patron de l'équipementier Halliburton.

Si le pétrole est une ressource non renouvelable et qu'il aura donc une fin, rien ne permet de penser que celle-ci est proche. En 2001, on raisonnait en fonction du pétrole de type saoudien que l'on savait raffiner. On ne pensait pas exploitables les réserves du Venezuela par exemple, dont on admet aujourd'hui qu'elles suffisent à pourvoir à l'ensemble des besoins

mondiaux pour au moins un siècle.

On observera que la théorie de l'« origine humaine du réchauffement climatique » n'est probablement pas plus sérieuse que celle du pic pétrolier. Elle procède de la même origine malthusienne et a en outre l'avantage d'enrichir ses promoteurs à travers la Bourse des droits d'émission de Chicago [2]. Elle a été popularisée dans le but d'apprendre aux Occidentaux à diminuer leur consommation d'énergie d'origine fossile, donc de se préparer à un monde où le pétrole serait devenu rare et cher.

La fin des prix artificiels

La hausse du prix du baril à 110 dollars a semblé conforter la théorie de l'équipe de Dick Cheney, mais sa chute brutale à 35 dollars montre qu'il n'en est rien. Comme en 2008, cette chute a débuté avec les sanctions européennes contre la Russie qui ont désorganisé les échanges mondiaux, déplacé les capitaux et en définitive crevé la bulle spéculative du pétrole. Cette fois, les prix bas ont été encouragés par les États-Unis qui y ont vu un moyen supplémentaire de couler l'économie russe.

La chute s'est aggravée lorsque l'Arabie saoudite y a trouvé son intérêt. En inondant le marché de ses produits, Riyad maintenait le cours du baril d'*Arabian light* entre 20 et 30 dollars. De la sorte, il détruisait la rentabilité des investissements dans les sources alternatives d'énergie et garantissait son pouvoir et ses revenus à long terme. Il est parvenu à convaincre ses partenaires de l'OPEC de soutenir cette politique. Les membres du cartel ont pris la décision de sauver leur autorité à long terme quitte à gagner beaucoup moins d'argent durant quelques années.

Par conséquent, la baisse des prix, encouragée par Washington contre Moscou, a fini par l'atteindre lui aussi. Si plus de 250 000 emplois ont été détruits dans les industries de l'énergie en deux ans dans le monde, environ la moitié l'ont été aux États-Unis. 78 % des plateformes pétrolières US ont été fermées. Même si le recul de la production n'est pas aussi spectaculaire, il n'en reste pas moins que les États-Unis ne sont probablement plus indépendants énergétiquement ou ne vont pas tarder à le devenir.

Et ce ne sont pas que les États-Unis : tout le système capitaliste occidental est impacté. En 2015, Total a perdu 2,3 milliards de dollars,

ConocoPhillips 4,4 milliards, BP 5,2 milliards, Shell 13 milliards, Exxon 16,2 milliards, Chevron près de 23 milliards.

Cette situation nous renvoie à la « Doctrine Carter » de 1980. À l'époque, Washington s'était donné le droit d'intervenir militairement au Proche-Orient pour garantir son accès au pétrole. Par la suite, le président Reagan avait créé le CentCom pour appliquer cette doctrine. Aujourd'hui on exploite du pétrole un peu partout dans le monde et sous des formes assez différentes. Le fantasme du « pic de Hubbert » s'est dissipé. De sorte que le président Obama a pu ordonner de déplacer les troupes du CentCom vers le PaCom (théorie du « pivot vers l'Asie »). On a pu observer que ce plan a été modifié avec l'accumulation de forces en Europe orientale (EuCom), mais il devra l'être encore si les prix stagnent entre 20 et 30 dollars le baril. Dans ce cas, on cessera d'exploiter certaines formes de pétrole et l'on reviendra vers l'*Arabian light*. La question du repositionnement des forces au Proche-Orient se pose donc dès à présent.

Si Washington s'engage dans cette voie, il devra probablement également modifier les méthodes du Pentagone. La théorie straussienne du « chaos constructeur », si elle permet de gouverner des territoires immenses avec très peu d'hommes sur le terrain, exige beaucoup de temps pour permettre l'exploitation de vastes ressources, comme on le voit en Afghanistan, en Irak et en Libye. Peut-être faudra-t-il revenir à une politique plus sage, cesser d'organiser le terrorisme, admettre la paix, pour pouvoir commercer avec les États ou ce qu'il en reste.

Thierry Meyssan

[1] "Energy Task Force Works in Secret", Dana Milbank & Eric Pianin, *Washington Post*, April 16th, 2001.

[2] « 1997-2010 : L'écologie financière », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie) , *Réseau Voltaire*, 26 avril 2010.